

L'anarcho-syndicalisme face aux temps difficiles

Miguel Amorós

mai 2025

« Le moment est donc venu de concrétiser et de définir le syndicalisme de notre époque en le plaçant exactement à la place qui lui revient face à son adversaire, le capitalisme. »

Pierre Besnard, *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale*, 1930.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'anarcho-syndicalisme n'était guère plus qu'une relique historique, témoin des jours meilleurs d'un prolétariat fier et étranger aux normes de la société capitaliste. Sa réapparition en Espagne dans les années 1970 fut la conséquence du développement, pendant la fin du franquisme, d'un mouvement ouvrier autonome, qui s'organisait en assemblées, nommait des délégués avec mandat impératif et recourait à des piquets de grève pour informer et se défendre. Ignorant toute la législation anti-travail de la dictature, il exerçait ses droits par l'action directe, l'occupation d'usines, les piquets de grève et les grèves sauvages. Malgré tout, la contre-offensive conjointe de l'État, des partis politiques et du patronat, par le biais d'élections syndicales, a réussi à imposer un nouveau syndicalisme de concertation verticale qui a hérité à la fois des structures travaillistes du franquisme et de leur fonction neutralisante et immobiliste. C'est précisément afin d'empêcher les centrales bureaucratiques légalisées, soutenues par le patronat et les partis, d'accaparer et d'usurper la représentation de la classe ouvrière, que la majorité du mouvement assembléiste s'est organisée en syndicats indépendants, dont certains ont adopté les tactiques et les objectifs de l'idéologie anarcho-syndicaliste. Les causes de l'échec de cette stratégie sont à rechercher dans le travail de sape des centrales susmentionnées, dans la reconstruction ratée de la CNT et, surtout, dans le prolétariat lui-même.

S'il est vrai que, selon un adage bien connu, le passé dramatique du syndicalisme révolutionnaire se répéterait souvent à l'avenir sous forme de farce, il n'en était pas moins vrai que pendant la transition politique vers la partitocratie post-franquiste, les travailleurs dans leur majorité n'aspiraient pas à un changement social abrupt, dont le coût avait été illustré par les morts de Vitoria, et se contentaient d'une amélioration immédiate de leur situation économique et d'une assistance juridique bon marché pour des cas particuliers. Réorganiser une CNT ouverte aux tendances les plus opposées et aux aventuriers les plus abjects que l'on puisse imaginer ne fut pas une idée très brillante. Le fétichisme des sigles et le patriotisme organique furent des facteurs néfastes. Les forces de l'ancien régime et celles qui les ont remplacées surent mieux profiter du moment critique pour renforcer l'État et stabiliser le capitalisme patriote, en sabotant la moindre initiative indépendante du prolétariat. Ce furent les années des accords de la Moncloa, de l'incendie du Scala et du Statut des Travailleurs. Après les élections syndicales de 1978, les ouvriers renoncèrent non seulement à gérer les changements politico-sociaux qui se produisaient, mais aussi à tenir des assemblées libres pour discuter de leurs conventions et élire leurs représentants. Les rares comités d'entreprise, commissions représentatives et conseils d'usine qui existaient ne parvinrent pas à se consolider, pas plus que les syndicats qui les avaient favorisés à s'étendre. Avec une attitude passive difficile à comprendre, la classe ouvrière de la Transition [du franquisme à la démocratie; NdT], fatiguée et désorganisée, sous la pression du chômage et des licenciements, ne se maintint même pas sur la défensive. Les rares noyaux anarcho-syndicalistes survivants se virent contraints à se centrer sur la défense de l'emploi et le maintien du pouvoir d'achat dans un marché du travail plus compétitif. A cette fin, la solution CGT était beaucoup moins libertaire mais plus fonctionnelle. Quoi qu'il en soit, elle n'empêchait pas la déclassification. C'était la fin de l'utopie et l'épiphanie de la soi-disant « démocratie ». Le principe de base de l'anarcho-syndicalisme selon lequel les syndicats constitueraient le principal instrument de la révolution et de l'émancipation intégrale de la classe, l'outil organique permettant d'éviter une dictature du parti – et un État –, ou l'organe avec lequel une société communiste libertaire serait construite, restait en suspens. À ces facteurs conjoncturels s'ajoutaient d'autres facteurs de nature structurelle.

Le capitalisme national sortit de la crise provoquée par la hausse du prix du pétrole et les grèves en s'engageant dans un processus de restructuration et de reconversion industrielle qui conduit à la fermeture de nombreuses usines. La « modernisation » des années 1980 – la « transition économique » – n'était rien d'autre que l'adaptation de l'économie espagnole au marché capitaliste européen, et consistait essentiellement à expulser la main-d'œuvre du processus productif et à la déplacer vers des emplois improductifs. En moins d'une décennie, le prolétariat industriel perdit presque tout son poids dans l'économie, au profit des salariés de la finance, du commerce, de la logistique, du tourisme et de la fonction publique, secteurs beaucoup moins organisés et combattifs, peu

égalitaristes et peu attirés par l'autonomie. La disparition des grèves de solidarité serait un signe avant-coureur des mauvais temps à venir. Les restrictions extrêmes du droit de grève et l'interdiction expresse d'autres formes de lutte autrefois courantes purent être mises en place sans difficulté. Les idées dominantes dans les milieux ouvriers subirent une complète régression. Le sentiment d'appartenance à une classe s'est très rapidement dilué dans le contexte d'une conjoncture complexe et difficile. Au cours des années 80, les assemblées dans les entreprises en crise et les assemblées de chômeurs se centrèrent sur la défense de l'emploi. Les syndicats s'occupèrent de l'affiliation encore illégale des employés et des fonctionnaires. L'État, engagé dans un processus de croissance sans précédent, fut sollicité par les parties comme médiateur entre le capital et le travail, grand créateur d'emplois et régulateur du marché. L'emploi généré par le boom touristique et l'immobilier, la fonction publique et la libération des actifs des Caisses d'Épargne répandirent les habitudes consuméristes bourgeoises parmi les masses salariées. La famille traditionnelle se décomposa, le tissu social inexorablement s'effiloça et chacun se détacha du passé pour se plonger entièrement dans une vie privée marchandisée : là où il y avait auparavant une conscience de classe, il n'y avait plus qu'une mentalité de classe moyenne, satisfaite, individualiste et dépendante. La société de consommation fut nommée « État providence ».

Au cours des années 1990, en pleine mondialisation financière, l'illusion de stabilité et de prospérité prolongée provoquée par l'abondance du crédit et la facilité à s'hypothéquer facilita un conformisme parmi les salariés et salariées plus important que celui que la dictature de Franco avait pu imposer par la force. Alors que la transition touchait à sa fin, l'État reculait face aux marchés mondiaux et abandonnait son rôle de médiateur, malgré les supplications des classes moyennes salariées et des appareils syndicaux institutionnalisés. Le syndicalisme alternatif commença à se préoccuper davantage de ceux qui se trouvaient dans une position sociale plus faible, sans capacité d'exercer leurs propres droits, à savoir les chômeurs, les prisonniers, les travailleurs peu qualifiés (souvent précaires), les « sans-abri » et la main-d'œuvre immigrée surexploitée. Malheureusement, la défense syndicale de la main-d'œuvre reléguée ou exclue était un phénomène marginal. Cette main-d'œuvre était loin de former un sujet politique commun et de jouer ainsi un rôle actif important. D'autre part, le syndicat avait depuis longtemps cessé d'être le fer de lance d'un mouvement ouvrier en pleine déroute. L'anticapitalisme n'était plus ancré dans les lieux de travail, et l'objectif libérateur ne visait plus l'autogestion de la production et de la distribution. Ceci, en l'état, ne changeait en rien la nature pernicieuse des deux, ni n'altérait leurs fondements capitalistes. Les professions et les métiers étaient tellement dégradés que plus personne dans le fond n'aimait son travail, et encore moins son lieu de travail. Le travail était une condamnation, le prix de la survie que le régime capitaliste imposait à la majorité des mortels. La généralisation du travail-poubelle conduisait au rejet du travail en soi, plutôt qu'à revendiquer sa « dignification ». Le « ne travailler jamais » – l'abolition du travail – répondait davantage à un désir de libération qu'à une revendication d'« emplois de qualité ». De plus, si l'on considère le caractère superflu et inutile de la plupart des emplois, on comprend pourquoi l'idée de l'expropriation des moyens de production ne suscitait guère de passions. À l'ère de l'automatisation de la production et d'une grande partie des services, de la monnaie virtuelle, de l'essor des très effrayées classes moyennes, de l'endettement des masses, des services minimaux surdimensionnés et de l'état d'urgence, l'arme fondamentale de l'anarcho-syndicalisme, la grève générale, ne pouvait plus paralyser le système comme le ferait une pandémie ou une panne d'électricité. À plus forte raison, la perspective d'une révolution menée par les syndicats s'était évanouie dans le ciel de l'idéologie. Si les centrales libertaires ne tenaient pas compte de tous ces détails, elles entreraient en contradiction avec elles-mêmes.

Les conséquences néfastes du développementisme ne s'arrêtaient pas aux emplois merdiques. La croissance infinie entraîna l'exploitation intensive la plus insensée de la nature. En conséquence, l'économie se heurta non seulement à la barrière des ressources naturelles limitées, principalement énergétiques, mais aussi à la détérioration de la vie sur la planète. À mesure que la production mondiale de combustibles fossiles et de métaux « stratégiques » commença à diminuer, et étant donné que la croissance économique mettait en danger la survie humaine, le capital sciait la branche de l'arbre sur lequel il était assis. Sa reproduction devenait de plus en plus difficile, ce qui laissait présager une crise d'un autre type, écologique, destinée par ses implications à occuper le centre de la question sociale. Et comme toutes les crises, elle allait être utilisée par le capital au profit de son expansion. Dans une optique capitaliste, le désastre peut être une source de profits, la principale même. Pour les dirigeants catastrophistes, le nouveau capitalisme devait être vert, décarboné et électrique, c'est-à-dire

extractiviste, sinon il ne serait pas. La mise en place de nouvelles technologies suffirait. Désireux de s'insérer dans cette refonte, les écologistes relatifs ont fait la queue dans les bureaux. Les stratégies « duelles » ont cet effet. Les multinationales énergétiques les engagèrent pour concevoir des modules de développement durable et d'économie circulaire capitaliste. La grande crise de 2008 restaura le rôle de l'État dans l'économie financiarisée, ce qui accéléra le ravalement écologique du capitalisme et établit les lignes directrices d'un développement techno-économique qualifié de « durable ». En Galice, cela s'est traduit par l'eucalyptisation du pays et la construction de macro-usines de production de pâte à papier. En Castille-León, ce sont les macro fermes et les incinérateurs ; dans d'autres régions, les « mers de plastique », l'énergie nucléaire et les centrales éoliennes, photovoltaïques ou de biogaz. Au sein du gouvernement, le ministère de la Transition écologique. En fin de compte, le maillon le plus vulnérable du capitalisme s'est déplacé vers le territoire. Par la force des choses, les cercles de résistance ouvrière se voyaient contraints de prendre position face à des problèmes tels que la pollution, la perte de biodiversité, le changement climatique (et en corollaire, l'utilisation des combustibles fossiles), la motorisation privée, l'accumulation des déchets et, en général, les agressions incessantes contre l'environnement causées par l'agro-industrie, l'extractivisme et l'urbanisation vertigineuse. En limitant leur champ d'action au monde du travail, les syndicats se plaçaient dans le même camp que les capitalistes, car ils ignoraient délibérément tant le caractère dispensable de la plupart des emplois, comme la nocivité des produits du travail, sans parler de l'impossibilité de socialiser de nombreuses activités industrielles, en particulier celles liées à l'agriculture.

Autrefois, dans la phase héroïque de la classe ouvrière, les travailleurs avaient déclaré des grèves « sociales », refusant de cuisiner des aliments avariés, de construire des maisons avec des matériaux inadéquats, de fabriquer des produits nocifs pour la santé, de frelater des boissons, etc. Aujourd'hui, en revanche, le travailleur ne remet pas en question l'utilité sociale du travail qu'il accomplit et est indifférent à la nature du produit qu'il contribue à fabriquer. Quel que soit le mal qu'il cause, cela ne semble pas l'affecter. Il est plus probable qu'il s'accroche à son travail et à son statut contre les écologistes, les conservationnistes, les paysans et les anti-développementalistes. À quelques exceptions près, le prolétariat, docile ou contestataire, a toujours cru au progrès et au rôle libérateur de la science et de la technique et lorsque la crise écologique, l'augmentation des inégalités et la numérisation mondiale ont discrédité cette croyance en révélant un monde déraciné et ingérable, il s'est replié sur ses intérêts quotidiens. Mais qu'on le veuille ou non, à mesure que la destruction environnementale progressera, la défense unilatérale de l'emploi entrera de plus en plus en conflit avec la défense de la terre et de l'espèce. La plupart des syndicalistes s'enferment dans la première, tandis que les écologistes professionnels et les plateformes light tentent de concilier la seconde avec le développement vert et étatiste. Cependant, les agressions contre le territoire et la « cherté de la vie » ne cesseront de croître parallèlement aux agglomérations, aux zones résidentielles et aux infrastructures de toutes sortes. La dynamique capitaliste est essentiellement destructrice, et il n'existe aucun remède réel pour en atténuer les effets. À ce stade, les anarcho-syndicalistes doivent repenser en profondeur leurs tactiques et leurs objectifs finaux.

Les travailleurs d'aujourd'hui ne se trouvent pas dans les mêmes conditions qu'au début du XXe siècle, et leur désir de vivre en tournant le dos à l'État n'est plus le même. Nous ne sommes plus à l'époque du congrès d'Amiens ou de celui de la Comedia. Il n'existe pas de milieu ouvrier fermé sur lui-même, avec ses règles et ses coutumes. Les relations de marché se sont imposées dans la vie quotidienne des ouvriers, détruisant la sociabilité de leur monde et obscurcissant leur conscience de classe distincte. Leur voix a été pratiquement kidnappée par des professionnels de la représentation fallacieuse. D'autre part, même s'ils se développaient considérablement, il est peu probable que les syndicats soient capables de se débarrasser du capitalisme et d'assurer le déroulement d'une révolution sociale. À l'isolement national relatif d'avant la guerre a succédé une interdépendance mondiale vraiment étonnante. Une révolution syndicaliste ne survivrait pas plus de quelques jours dans un seul pays, victime des pénuries et autres problèmes causés par le blocage de l'économie. Mais si le régime capitaliste n'est plus le même, l'État non plus. Les mécanismes de contrôle social n'étaient pas aussi puissants auparavant, et la peur n'était pas un facteur de domestication aussi efficace. Les syndicalistes n'ont pas en face d'eux des policiers de base et à des patrons locaux, mais des équipes répressives sophistiquées, un armement complexe, un appareil de domestication imposant et des groupes de cadres transnationaux. Comme le rapport de forces est si inégal,

les tactiques de lutte devront être beaucoup plus réfléchies ; quoi qu'il en soit, la priorité aujourd'hui n'est pas le recours à la violence, mais la fin d'une mentalité résignée. L'autodéfense viendra ensuite.

Dans le but de recomposer une société civile travailleuse aussi éloignée que possible de l'État – et sans abandonner la lutte pour le bien-être de tous les travailleurs –, les syndicats à l'esprit libertaire devront revitaliser, avec plus que de la propagande, non seulement leur internationalisme, mais aussi le sens communautaire, la tradition orale et les valeurs de solidarité qui dominaient à l'époque pré-consumériste. Pour cela, ils auront besoin d'une praxis anarchique positive. En principe, ils s'efforceront de résoudre la question de l'approvisionnement en marge du système – en s'éloignant autant que possible du capitalisme –, ce qui les amènera à accorder une plus grande attention aux réseaux d'échange, aux technologies alternatives, aux soupes populaires, aux cliniques gratuites, à l'enseignement libre, aux jardins collectifs et aux coopératives. Ils devront jeter des ponts vers ce qui reste de la paysannerie indépendante et apporter leurs forces contre la prédation du territoire. Plus le prolétariat garantira et démarchera sa subsistance, moins il dépendra du capital et de l'État, et plus il aura de liberté pour penser, choisir ses armes et ses alliés. Entre autres choses, il devra revoir ou préciser ses objectifs, tels que la souveraineté alimentaire ou l'autogestion. Aujourd'hui, cette dernière concerne avant tout la décolonisation de la vie quotidienne et, compte tenu de la nocivité d'une grande partie de la production dans le capitalisme tardif, la seule autogestion possible est celle de son démantèlement. Fini le progressisme ouvrier et la foi syndicale dans le développement, héritage de la bourgeoisie. Les anarcho-syndicalistes en prendront bonne note. Tout comme ils prennent note de la hausse du coût du logement, pire conséquence de la recherche du profit privé. Habiter était un droit que les fonds d'investissement ont transformé en calvaire. La condition prolétaire actuelle se définit mieux aujourd'hui par les difficultés de logement, dont sont le reflet les mouvements pour le logement, la lutte contre les expulsions, les occupations de terrains, les syndicats de locataires et les tentatives d'installation à la campagne. Le mouvement anarcho-syndicaliste doit être à la tête de la résistance à la gentrification.

Paradoxalement, l'une des missions futures du nouveau prolétariat, classe urbaine par la force, ou plutôt périurbaine, sera d'équilibrer le territoire en démantelant les conurbations, que ce soit par le biais de syndicats radicaux ou de conseils, d'associations de producteurs, d'assemblées de repeupleurs, de communautés paysannes et de toute autre forme d'auto-organisation qui se présentera. Même si désormais la question sociale réside avant tout dans la vie quotidienne et la défense du territoire contre les intérêts spéculatifs et l'administration qui les soutient, les troupes de défense, centrées sur le travail salarié, le logement, la santé et les transports, proviendront majoritairement des agglomérations urbaines. En principe, la convergence entre la lutte pour la subsistance, propre au syndicalisme, et la lutte contre la catastrophe environnementale, typique de l'anti-développement, a trouvé son expression synthétique dans le slogan des Gilets jaunes français : « fin du mois, fin du monde ». À partir de là, tout ou presque tout reste à faire.

Miguel Amorós

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Miguel Amorós
L'anarcho-syndicalisme face aux temps difficiles
mai 2025

Consulté le 23 août 2026 de
<https://ecologiesocialeetcommunalisme.org/2025/05/29/lanarcho-syndicalisme-aujourd'hui/>
Conférence lors de la 2e Rencontre du livre anarchiste organisée par l'Union Syndicaliste de La Coruña, le 24
mai 2025. Texte original : "El anarcosindicalismo frente a los malos tiempos"

fr.anarchistlibraries.net